



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex
tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 48 51 62 50 –
E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : www.equipementcgt.fr

Le 17 septembre Mobilisons-nous pour contraindre le gouvernement à d'autres choix

La manipulation médiatique et gouvernementale des consciences conduit chacune et chacun à subir et tolérer des mesures de plus en plus liberticides. Si la prévention doit-être la meilleure défense contre la l'expansion de la covid 19, il semble que l'obligation du port du masque en toute circonstance, notamment dans la rue, manque d'argumentation médicale. En outre, alors que les rassemblements de plus de 5000 personnes sont interdits, ce chiffre est largement dépassé au Puy du Fou, alors que la distanciation physique n'est pas respectée !

C'est dans ce contexte, que la CGT appelle aujourd'hui les salariés à se mobiliser le 17 septembre prochain (préavis de grève à lire [ici](#)).

Cette mobilisation prend un sens particulier. Alors que les règles budgétaires européennes sont draconiennes depuis plusieurs années et lèsent la population, l'Etat s'apprête de nouveau à subventionner le secteur privé en l'implorant de créer des emplois et de ne pas licencier. Mais pourquoi les entreprises changeraient-elles subitement ? En contre partie du CICE, le MEDEF avait promis 1 million d'emplois, mais l'appétit des actionnaires et le maintien de leur rente ont eu raison de cette promesse ! Pour la CGT cette politique est inefficace. Il faut augmenter la rémunération horaire du travail, c'est-à-dire passer aux 32h payer 35h pour embaucher. Car il n'y a pas d'alternative, avec une productivité qui augmente, chacun doit travailler moins pour que chacun travaille !

100 milliards seront de nouveau portés à la charge des citoyens sur plusieurs générations conduisant à une dette vertigineuse et une « excuse rationnelle » pour leur faire payer la facture, donc diminuer le service public et perpétuer l'austérité. C'est inacceptable de gager l'avenir des citoyens sur plusieurs générations, alors qu'immédiatement il est possible de mettre à contribution le capital, comme le firent en leur temps les Etats-Unis avec un impôt à 90 % dans les années 40.

Les entreprises privées, c'est la propriété de quelques-uns. Le service public c'est le bien de tous qui répond aux besoins à chaque nouvelle crise. Mais une fois l'orage passé, tout reprend comme avant ! Les hôpitaux et leurs personnels encensés par le gouvernement durant la crise n'ont guère plus de moyens, même si ce gouvernement s'est apitoyé sur les rémunérations des soignants ! Les enseignants ne sont guère mieux traités, alors qu'ils mettent tout en œuvre pour assurer les cours ... Parle-t-on encore d'eux dans les médias et les sphères politiciennes ? Non, et pour détourner l'attention, les violences de la société de plus en plus paupérisées sont mises en avant pour justifier une politique encore plus répressive et sécuritaire.

Ce gouvernement poursuit cette politique de destruction méthodique du service public. Durant le confinement les préfets ont été autorisés à déroger aux normes y compris environnementales ! Le peu de contraintes qui obligeait le secteur privé à prendre en considération les incidences humaines sur son milieu, le réchauffement climatique ... ont volé en éclat.

Que pensez du retour des néonicotinoïdes dans la culture de la betterave qui décime les abeilles, alors que la France ne manque pas de sucre !

Voilà autant de raisons pour se mobiliser dès maintenant et imposer d'autres choix que ceux qui existaient déjà avant la crise de la covid 19.

Alors, le 17 septembre, mobilisons-nous !